

Cher(e)s collègues,

Nous tenons à mettre les choses au point. En réponse à la lettre du 10 janvier dernier que vous avez reçu avec vos bulletins de salaire, la directrice générale par intérim, entend avoir le dernier mot, sur les maux liés aux conditions de travail et au mal être à l'OPH.

Tout d'abord la CGT réitère ses propos. Cette direction, en place depuis 2014, est la plus antisociale depuis la création de l'office. Elle détient à elle seule le record de ruptures conventionnelles, de licenciements, de poussés vers la sortie, de sanctions, de mises à pied, de mutations unilatérales, de changements de bureaux intempestifs....

Pour ne citer que quelques exemples :

- **Marie Claire Alfont**, agent d'accueil depuis 23 ans sur la cité Karl Marx, mutée sans raison réelle et sérieuse du jour au lendemain à la cité des Bons Enfants.
Nadia Giunta, en décharge d'activité depuis 2007, se voit retirer sa décharge syndicale unilatéralement en dehors des procédures normales et sous des prétextes fallacieux, mutée comme agent d'accueil d'abord à Bons Enfants, puis ensuite comme agent de proximité à Pont de Pierre.
Sylvie Grall responsable RH, c'est vue retirer nombre de ses fonctions depuis l'arrivée de cette direction,. Il ont tout tenté pour la faire partir du service RH en lui proposant un poste à la GL ou encore aux assurances.
Hélène Eve, se fait voler son portable sur son lieu de travail, un vieux portable sans valeur si ce n'est les informations syndicales qu'il contenait. Mais lorsqu'elle émet la possibilité d'avoir été la victime d'un collègue mal intentionné elle se fait insulter. Des insultes proférées devant la consultante en RPS qui n'a rien entendu. Et maintenant la direction lui inflige un avertissement pour avoir contredit le Président alors qu'elle était en mandat de Déléguée du Personnel.
- Sans compter la valse des **DGA disparus**, des **DG remerciés**, des salariés **licenciés...** La liste pourrait encore s'allonger en comptant les **poussés vers la sortie** et tous ceux qui ont préféré **démissionner** que de rester dans un tel climat.

PERSONNE N'EST À L'ABRI !!!

Forte de ce bilan catastrophique, la direction voudrait maintenant nous faire croire qu'elle va remédier au harcèlement. **C'est le pyromane qui crie au feu, l'harceleur qui crie à l'harcèlement.**

D'ailleurs elle avance avec sa consultante en RPS, grassement payée et entièrement dévouée à la direction. Une RPS qui n'entend rien quand une salariée se fait insulter devant elle, qui est obligée d'abandonner une procédure illégale pour éviter à la direction des déboires juridiques. Sa tentative de bafouer la représentation syndicale et le suffrage des salariés avec une commission qui n'était qu'une mascarade, un tribunal anxiogène, la disqualifie pour donner tout avis sur quelque sujet que ce soit touchant à la vie des salariés. En fait la consultante est de parti pris et en cela, elle répand plus la zizanie que l'apaisement. Consultante en **Répression Pour Syndicalistes**, nous ne la laisserons pas se substituer au **CHSCT**.

La ficelle est un peu grosse, il faut que cela cesse.